

LA VALORISATION EN TANT QUE FORME DE COMMUNICATION DANS LE SECTEUR DES BIENS CULTURELS

Gaetano De Gattis, Alessia Favre*

Le concept de valorisation

Au cours de ces dernières années le débat sur les biens culturels s'est largement penché sur le concept de valorisation et ce, grâce entre autres à l'espace remarquable que les dispositions en vigueur accordent à cette pratique.

Si l'on entend par valorisation un processus d'accroissement et d'enrichissement des biens culturels et, en l'espèce, des biens archéologiques du point de vue et culturel et économique, il est évident que toutes les initiatives visant à favoriser et à améliorer la jouissance de ces derniers, telles que la promotion, la vulgarisation et l'offre de services, jouent un rôle significatif dans la programmation des actions de valorisation de ces biens.

Pour que ces initiatives se révèlent efficaces il est nécessaire de mettre fin à la séparation de compétences comportant, entre autres, des dispositions différentes, qui caractérise les deux macro-domaines liés respectivement aux fonctions traditionnelles de recherche/conservation et de valorisation/jouissance.

Il convient de prendre en compte, par ailleurs, la complexité qu'entraîne l'harmonisation de la culture de la sauvegarde et de la valorisation du patrimoine culturel avec les

nouvelles exigences de la vie quotidienne. Les biens culturels ne peuvent être décontextualisés et les actions de sauvegarde et de restauration doivent nécessairement être suivies d'une valorisation efficace pour permettre au patrimoine culturel d'exprimer au mieux ses potentialités. Certainement on ne peut imaginer une muséification généralisée du territoire, car valoriser ne signifie pas arrêter le développement territorial ni accroître la valeur d'un bien culturel (qui n'en a pas besoin, en soi), mais plutôt en augmenter les possibilités de connaissance et en améliorer les modes de jouissance.

Le terme valorisation implique un point d'observation prenant aussi en compte le volet économique du bien culturel, certes, mais comportant également une réflexion ultérieure sur le concept de valeur qui, dans le cas des biens culturels, ne coïncide pas avec la valeur économique et, en tout cas, ne s'épuise pas avec elle. La valorisation est donc le point d'arrivée d'un processus qui débute par la recherche et passe par les actions de protection; cette dernière, considérée comme sauvegarde et protection exercées par ceux qui en sont responsables *pro tempore*, est aussi un acte de politique culturelle sur le patrimoine: les biens culturels doivent être reconnus, conservés et



1. Aoste, place Jean XXIII, pièce théâtrale sur le chantier-événement, 11 août 2007.
(F. De Souza)

transmis aux générations futures. Mais il faut aussi que la société qui les reconnaît comme tels puisse les partager. C'est là la tâche de la valorisation, une activité visant à «améliorer les conditions de connaissance et de conservation des biens culturels et environnementaux et à en étendre la jouissance»;¹ une activité grâce à laquelle les contenus culturels, interprétés par les spécialistes, sont mis en état de jouer un rôle actif dans la société de l'époque. En ce sens la valorisation est une fonction sociale vitale qui atteste les capacités de la société de reconnaître son propre héritage culturel et de le faire revivre; et c'est une fonction sociale primaire exercée à tous les niveaux publics, associatifs et privés, dans lesquels la société civile s'organise. Dans cette optique la protection devrait être exercée suivant une programmation qui ne trouve pas sa limite objective dans la sauvegarde matérielle des biens; une programmation qui doit encourager la valorisation, bien qu'elle ne coïncide pas avec cette dernière, dans une vision unitaire du système culturel où les trois activités de protection, valorisation et gestion du patrimoine sont distinctes, certes, mais intrinsèquement reliées à l'intérieur d'un processus unique; et ce, d'autant plus dans les conditions d'autonomie qui sont propres de la Surintendance de la Vallée d'Aoste. Le concept et la pratique de la valorisation ne concernent pas seulement le futur, mais aussi le présent de la société actuelle.

Une première conception entend la valorisation comme réalisation des conditions les plus appropriées pour la meilleure jouissance du bien culturel, ce qui rattache à celle-ci toutes les activités susceptibles d'assurer la meilleure destination du bien. La définition de la valorisation comme forme dynamique de la protection ou comme instrument pour accroître l'utilisation publique du bien rentre dans ce cas.

La valorisation doit donc être considérée comme une partie fondamentale de la programmation culturelle, dont l'objectif primaire consiste sans aucun doute à faciliter et à promouvoir la connaissance du patrimoine. Plus précisément le but visé est l'acquisition de connaissances par le public des non-spécialistes, un public pour ainsi dire commun, susceptible d'être non seulement le défenseur potentiel de la culture, mais aussi le bénéficiaire final du processus de valorisation. La connaissance du patrimoine engendre plus ou moins consciemment un sentiment d'identité, d'appartenance au territoire, qui s'accompagne toujours d'une charge émotive, car il fait partie du bagage d'appartenance de chaque individu.

Une deuxième conception, visant davantage la mise en valeur du bien culturel, tend par contre à considérer la valorisation comme gestion managériale du patrimoine culturel, susceptible de produire des recettes pouvant contribuer d'une manière significative à la couverture des coûts de gestion et assurer un réinvestissement utile pour l'amélioration de la conservation et destinée à attirer des ressources pour financer la conservation et l'accès des biens eux-mêmes plutôt qu'à accroître la valeur purement économique du bien culturel. De ce point de vue la fonction de valorisation, à l'instar de toutes les autres fonctions publiques, présente à son intérieur des espaces réservés à l'orientation politique et, partant, susceptibles d'être ramenés à des choix qui appartiennent à la sphère politique, que nous n'analyserons pas ici. Reste, en tout cas, la considération incontestable que les biens culturels peuvent être considérés comme d'autres ressources

économiques, non pas pour leur valeur purement financière, mais pour les retombées qu'une ressource comme la culture peut avoir sur tout le système d'un territoire sous le profil non seulement de la croissance individuelle, mais aussi de l'essor professionnel et managérial futur.

Abstraction faite de cela et dans la ligne, donc, de la première définition de valorisation que nous avons illustrée, un bien est valorisé lorsque son caractère et ses potentialités sont accrus: c'est justement ce que la Surintendance s'emploie à faire à propos du patrimoine culturel valdôtain.

Les dispositions de référence

La conservation du bien s'avérant, bien entendu, une exigence fondamentale aux termes des dispositions constitutionnelles, sa valorisation se place, comme d'ailleurs sa gestion, au même niveau que la protection, d'après un critère qui en souligne les aspects de service public et de soutien d'identités liées au patrimoine culturel. L'importance attribuée au concept de valorisation est soulignée, pour la première fois, par la Commission Franceschini de 1967: celle-ci énonce expressément le devoir de l'Administration de communiquer au public les actions mises en œuvre dans le cadre des politiques des biens culturels tant dans un but scientifique que pour une connaissance individuelle accrue. Au cours des dix dernières années on a largement réfléchi au concept de valorisation; celui-ci a fait l'objet de nombreux raisonnements, écrits et débats, tout comme les modes de réalisation et les problèmes relatifs à la gestion des services nécessaires à cette fin. Il n'y a pas lieu de commenter, ici, les indications législatives, mais dans le cadre d'un discours plus agencé sur le concept de valorisation comme nous essayons de le faire, il convient sûrement de mentionner quelques passages significatifs qui ont amené à réfléchir sur un thème aussi actuel. Nous rappelons donc l'arrêt de la Cour constitutionnelle n° 94 du 28 mars 2003; en séparant la protection et la valorisation, il définit cette dernière comme l'ensemble des dispositions d'explicitation de la valeur culturelle du bien, qui se concrétisent dans la possibilité que cette fonction soit exercée par un tiers à condition que cette action ne s'écarte pas du but intrinsèque de la valeur culturelle et de sa fonction d'intérêt public; et encore l'article 148 du décret législatif n° 112 du 31 mars 1998, qui définit expressément la valorisation comme activité visant à «améliorer les conditions de connaissance et de conservation des biens culturels et environnementaux en en élargissant l'accès».

Les dispositions en vigueur contenues dans le Code des biens culturels et paysagers (art. 6, titre II, décret législatif n° 42/2004) définissent la valorisation comme exercice des fonctions et réglementation des actions destinées à promouvoir la connaissance du patrimoine culturel et à en assurer les meilleures conditions d'utilisation et de jouissance publiques. Elles comprennent aussi la promotion et le soutien des actions de conservation du patrimoine culturel.

Il découle, de la récente révision du Code par l'art. 6 du décret législatif n° 156/2006, (dont une incise énonce que le but de la valorisation consiste dans la promotion du développement de la culture) que la valorisation a pour but primaire le progrès culturel de la société, clause qui peut être rapportée à l'art. 9 de la Constitution. En effet, non

seulement les activités visant à assurer la jouissance publique du patrimoine rentrent dans ce concept, mais aussi les activités visant à en assurer les meilleures conditions d'utilisation.

Nous sommes conscients, d'une part, qu'il est nécessaire de porter remède à la confusion conceptuelle engendrée par les dispositions nationales et par la séparation artificielle des compétences inhérentes à la protection, à la valorisation et à la gestion; pour ce faire, il convient de réassigner à ces trois moments distincts (mais non susceptibles d'être séparés) d'un processus unique pour ce qui est des biens culturels leurs rôles respectifs à l'intérieur d'un projet culturel global. D'autre part, nous avons conscience de la nécessité inévitable d'élaborer des orientations concrètes à propos des politiques régionales des biens culturels, compte tenu du fait que la valorisation d'un bien culturel, de quelque nature que ce soit, ne peut aucunement faire abstraction des évaluations au sujet du territoire dans lequel il est inséré.

La valorisation en tant que forme de communication

La communication institutionnelle est le moyen qui met le citoyen en rapport avec l'Administration publique, lui fait connaître les services qui sont à sa disposition, rapproche le monde du quotidien du monde des institutions, toujours perçues par les particuliers comme éloignées et abstraites plutôt que comme système de distribution de services, comme un coût plutôt que comme un bénéfice pour améliorer la qualité de la vie.

La valorisation peut être vue comme une forme de communication, comme un volet de l'activité institutionnelle, comme un véhicule de la progression de la "connaissance/conscience" des citoyens et un instrument nécessaire pour assurer une jouissance élargie et lucide du patrimoine culturel.

Nous sommes convaincus que la première étape pour la communication des contenus d'un bien culturel consiste à éliminer l'éloignement académique qui place l'art et la culture sur un piédestal et à mettre celles-ci à la portée du commun des gens. La valeur d'un bien culturel doit être reconnue en premier par les héritiers directs; il faut la rechercher dans le sens d'appartenance en tant que valeur fondamentale et indispensable, dans laquelle on peut et on doit investir, sachant que la prise de conscience de l'importance de son propre patrimoine culturel est la condition *sine qua non* pour en faire une source de développement socio-culturel.

Nous croyons qu'il est une éthique de la communication culturelle. En sus de sa valeur intrinsèque, une communication correcte tient compte du lien étroit existant entre un bien et son territoire d'origine; si cette communication provient de l'Administration publique elle témoignera de l'intérêt que ce bien revêt pour l'institution.

Quant à la communication en matière de biens archéologiques, présenter un site au public signifie transmettre le sens des vestiges anciens dans une vision diachronique, qui en saisit aussi le rôle qu'ils ont revêtu avec le temps; cela signifie en expliquer le sens à travers un récit historique et évolutif dans le cadre duquel de nombreuses tesselles ont disparu, certes, mais celles qui restent peuvent permettre l'interprétation et la compréhension des vicissitudes historiques et sociales du territoire.

La présentation d'un site doit transmettre la perception de l'évolution du territoire et rendre compréhensible la

complexité de toutes ses composantes culturelles et naturelles; ainsi le public non-spécialiste pourra-t-il saisir la liaison entre passé et présent.

Une bonne communication ajoute à l'importance et à la valeur du site et, parallèlement, contribue à l'éducation et à la sensibilisation des visiteurs et de la population aux témoignages du passé. À côté du concept de protection directe mais passive (telle que la définissent les applications de la loi n° 1089/1939) et entièrement confiée aux organes institutionnels, il est un concept de protection directe mais active, qui passe par la prise de conscience, chez la population, de la valeur unique, irremplaçable du patrimoine. La présentation et l'explication des choix en matière de protection et de recherche scientifique étant organisées, voulues et financées par l'Administration publique et, partant, avec des fonds publics, elles doivent être partagées avec la population et ce, non seulement par devoir institutionnel, mais aussi par devoir moral. D'un côté, donc, elles offrent la justification de la manière dont sont dépensées les ressources publiques dans le secteur des biens culturels et, de l'autre, un instrument efficace pour favoriser le processus de valorisation indirecte.

Ainsi la présentation comme moment de compréhension et de restitution critique de la mémoire du passé représente-t-elle le moment de synthèse de la recherche et de la connaissance. Voilà pourquoi la programmation des actions doit prévoir, en sus de la figure de l'archéologue, celles de l'architecte, du chargé de la communication, du responsable des programmes, suivant un plan pluridisciplinaire (comme *modus operandi* typique des organismes préposés à la protection), dans un échange réciproque de compétences scientifiques et spécialisées qui créent une optique intégrée de connaissance, protection, conservation et jouissance. Ce que nous souhaitons, c'est une politique durable de valorisation des ressources archéologiques, conçue dans le cadre du développement social et économique du territoire et susceptible d'assurer la conservation des valeurs historiques et culturelles et la jouissance de celles-ci par la population. Dans ce sens promouvoir la culture signifie rendre le patrimoine plus accessible afin d'amorcer un cercle vertueux de jouissance culturelle non seulement comme moment de formation et d'éducation, mais aussi comme développement de créativité et non pas simplement comme expérience esthétique et émotionnelle. La valorisation devient alors une forme de communication.

Dialoguer non seulement à travers des musées plus ouverts et ouverts plus longtemps, mais aussi à travers des initiatives de promotion et de diffusion qui concrétisent le droit du particulier de connaître et d'apprécier son propre patrimoine en permettant à ce dernier de jouer le rôle de moteur du développement qu'on lui reconnaît conventionnellement. Pour ce faire, il ne suffit pas de reconnaître officiellement que le bien culture est un moteur de développement, ni que la culture est une des ressources fondamentales d'une société avancée; il ne suffit pas que l'expérience soit correctement entendue comme valeur accrue du capital humain, qui constitue une des ressources les plus importantes de tout processus de développement; il faut baisser le seuil d'accessibilité de tout type de jouissance, sans que la qualité et la précision de l'information en pâtissent.

L'idée, conçue en été 2007, d'une expérience culturelle à l'enseignement de l'émotion, de la didactique et de la communi-

cation suivant la logique de l'*edutainment* (loisirs éducatifs), réunissant les deux aspects essentiels de l'expérience liée à un bien culturel, est le fondement de ce que nous venons d'exposer. *Archéologie en fête*² a essayé d'associer correctement - même si nous savons bien que de nombreux aspects peuvent et doivent être améliorés, car il s'agissait de la première expérience de ce genre - les concepts de divertissement (*entertainment*) et d'apprentissage (*education*) grâce aux possibilités offertes par le patrimoine archéologique, accrues par le fait que le patrimoine en question faisait en grande partie l'objet de recherches et d'études.

Si, d'une part, les actions de vulgarisation (supports didactiques, visites guidées, performances théâtrales, présentations vulgarisatrices et restitutions virtuelles), nécessitent maints professionnels et ressources économiques, d'autre part, elles ont certainement des retombées sociales, car il n'est pas d'action de valorisation et de connaissance du patrimoine culturel sans conséquences sur le plan de l'identité et sans retombées économiques. La valorisation engendre le progrès, mais pour obtenir ce progrès, comme l'a énoncé la Commission Franceschini de 1967, il faut que les conditions de jouissance publique des biens culturels soient assurées et que l'Administration en donne promptement communication au public. On fait du *marketing* lorsqu'on met en œuvre une action de communication destinée à mieux faire connaître les caractéristiques de l'offre d'un service, à mieux faire connaître celui-ci aux usagers potentiels, à informer ces derniers sur les modes d'emploi. Dans ce sens la valorisation est elle aussi une forme de *marketing*: du *marketing* culturel qui fait abstraction des objectifs économiques qui lui sont propres.

Valoriser un site archéologique par le biais de la communication. Le chantier-événement

Il est évident que la seule façon de valoriser d'une manière appropriée un site antique pour le rendre lisible, compréhensible non seulement aux spécialistes, mais aussi à un public plus vaste, consiste à reconstituer la succession des dynamiques de son évolution par un projet scientifique rigoureux à l'appui, entre autres, d'une comparaison avec d'autres sites analogues.

Il convient de souligner, par ailleurs, que les actions visant à accroître l'offre culturelle en développant l'attrait de la ressource archéologique acquièrent plus d'importance lorsque le processus de valorisation du site parvient à étayer aussi celle du territoire où il se trouve. La fouille archéologique - à plus forte raison, donc, la fouille urbaine - ne s'épuise pas dans l'action de connaissance qui la lance et la justifie, mais elle crée de nouvelles formes qui modifient remarquablement l'image de la ville. Elle doit s'insérer dans un projet urbain de plus grande envergure, dans un projet qui relève le sens de la recherche qui a mis (ou remis) au jour les témoignages archéologiques et en transmet le sens à travers les formes qu'il développe. Ce projet, qui implique un rapport très étroit entre les connaissances de l'archéologue et celles de l'architecte, doit être élaboré et illustré même en cours d'œuvre.

Le soutien de l'opinion publique à la défense du patrimoine et à l'essor de la recherche archéologique sera directement proportionnel au nombre de gens qui, visitant un site et comprenant le motif des recherches stratigraphiques, auront été mis en état de comprendre et d'apprécier la fouille.

Dans le cadre des fouilles et des recherches archéologiques programmées par la Direction de la restauration et de la valorisation pour 2007 et dans la ferme conviction que le dialogue entre protection et valorisation s'impose, nous avons proposé les *chantiers-événements* des places Jean XXIII et Roncas; et ce, afin de réunir les exigences de protection et de communication avec les habitants de la ville par une action permettant de conjuguer les attentes de la population et la nécessité de développement du territoire avec la sauvegarde, la récupération et l'accessibilité des témoignages du passé. Grâce à cette initiative, destinée à favoriser chez l'habitant la prise de conscience de l'activité de la Surintendance et à lui fournir l'occasion de réfléchir sur le thème des biens archéologiques, jusqu'ici peu connu des non-spécialistes, on a pu communiquer une nouvelle image de l'archéologie. Cette dernière s'est précisée comme ressource au service de la population, forme de connaissance de son patrimoine culturel et protection, toutes bases nécessaires si l'on veut parvenir à la valorisation et à la jouissance publique des biens culturels.

Ces deux chantiers ont été munis d'une clôture permettant aux gens qui passaient quotidiennement par là d'observer les fouilles à travers des ouvertures prévues à cet effet. Les panneaux consacrés aux techniques de fouille et aux résultats des campagnes précédentes, illustrés par une documentation photographique et par la restitution des différents plans ont offert un outil supplémentaire pour la compréhension de la recherche archéologique.



2. Aoste, place Roncas, chantier 2007. (Akbet S.r.l.)



3. Aoste, place Jean XXIII, chantier 2007. (S.E. Zanelli pour Archeos S.a.s.)



4. Aoste, place Jean XXIII, pièce théâtrale sur le chantier-événement, 11 août 2007. (F. De Souza)



5. Aoste, place Roncas, visite guidée au chantier-événement, 12 août 2007. (Akhet S.r.l.)

À l'occasion de l'initiative *Archéologie en fête* (Aoste, 11-12 août 2007) ces deux chantiers ont été ouverts à la population locale et aux touristes pendant deux jours entiers. Un parcours de visite sûr a été organisé, en particulier, sur le chantier archéologique de place Roncas, où un groupe d'archéologues, les mêmes qui étaient chargés des activités de recherche, ont fournis aux visiteurs, à l'aide d'un appareil de vulgarisation constitué de panneaux didactiques, les outils pour comprendre la méthodologie particulière de l'investigation archéologique, par rapport, notamment, aux fouilles effectuées dans un contexte urbain; ils leur ont illustré, par ailleurs, les découvertes liées aux investigations archéologiques en cours. Cette expérience, réalisée en fin de semaine, a vu un total de 1800 visiteurs. Parallèlement, une revisitation du *Banquet de Platon* a été proposée par le biais d'une représentation théâtrale sur la place Jean XIII; de jeunes artistes locaux de formation et expérience différentes y ont participé dans le but de valoriser le patrimoine littéraire et archéologique par l'interaction de théâtre, images et musique dans le contexte des fouilles archéologiques. Le soir, la pièce théâtrale proposée a rassemblé un public de quelque 1500 personnes.

Cette initiative s'est révélée particulièrement appropriée comme témoignage de la possibilité de jouissance publique du patrimoine archéologique, d'autant plus qu'il s'agissait, dans ce cas, de patrimoine archéologique en cours d'étude. Ainsi nous risquons-nous à formuler le concept de jouissance en cours d'œuvre.

Sans oublier que la *mission* de la Surintendance est la recherche, en tant que premier fondement de la protection, nous pouvons affirmer que les conditions ont été réunies pour que le grand public participe aux opérations scientifiques grâce à la communication ponctuelle des actions de l'Administration publique sur ce site urbain particulier. Sachant que la plupart des fois les fouilles dans le contexte urbain sont considérées par la communauté comme dispendieuses et inutiles sous le profil de la jouissance publique nous avons offert aux habitants les instruments culturels leur permettant de comprendre non seulement les logiques qui conduisent de la protection à la valorisation, mais aussi l'importance du "paysage caché". Nous sommes convaincus que le *chantier-événement* assure un dialogue avec la plupart des habitants, un dialogue qui ne serait pas possible autrement. L'accès d'un site archéologique permet à la communauté de

s'approprier un passé caché, l'accès d'un site en cours d'œuvre donne au public la possibilité de se sentir partie en cause dans les lents processus de protection du bien culturel et de comprendre les coûts de la recherche archéologique. C'est ainsi que la méfiance se mue en envie de savoir et l'envie de savoir en conscience de l'unicité de notre propre patrimoine.

La protection devient indirecte et active et dialogue inévitablement avec la valorisation.

La diffusion de la culture, c'est-à-dire la valorisation, rentre dans les tâches d'une institution publique comme la nôtre et le dialogue avec la population est une obligation morale et professionnelle.

Abstract

Within the debate about cultural heritage the topic of enhancement is widely discussed, that is the activity through which the cultural contents, interpreted by the experts, can assume an active role in the society.

Starting from the idea that enhancement can be considered as a form of communication, the example of the event building sites of Roncas square and Giovanni XXIII square is reported, as suggested by the Direction of restoration and enhancement for the year 2007. This initiative, aimed at fostering the citizens' awareness of the activity done by the Monuments and Fine Arts Office and at suggesting reflection points about archaeological topics, allowed to enhance the archaeological heritage in a research phase and to increase the citizens' "Knowledge/awareness" in order to guarantee a wide and aware fruition of the cultural heritage.

1) Décret législatif n° 112 du 31 mars 1998, art. 148.

2) Dans le cadre des manifestations encouragées et organisées à l'occasion de la *Foire d'été* 2007 (Aoste, 11-12 août), la Direction de la restauration et de la valorisation a conçu et réalisé l'initiative culturelle dénommée *Archéologie en fête*. Par une offre culturelle variée elle a cherché, d'une part, à dialoguer avec la population et à la faire participer à ce qui se passait dans le domaine de l'archéologie urbaine, et d'autre part, à étayer un événement bien connu dans la tradition valdôtaine: la *Foire d'été*, par des activités ludiques et émotionnelles, mais chargées d'une valeur didactique.

Cette offre comprenait, en sus des deux *chantiers-événements* examinés au paragraphe suivant, un document audiovisuel 3D de restitution virtuelle de l'aire du forum à l'intérieur du cryptoportique, une évocation historique de l'espace antique consacré au forum de *Augusta Praetoria* et l'accès libre aux sites archéologiques de la ville. Les présences réparties sur les deux jours ont atteint le chiffre de 10 000.

*Collaboratrice extérieure: Alessia Favre, docteur en Conservation des biens culturels.